

[Quoi de 9 ?]

9 février 2022

Les 9 infos du mois



À la [1] : ce qu'inclusion veut dire

Issue de mathématiques, la notion d'"inclusion" est à la fois « l'action d'inclure quelque chose dans un tout et le résultat de cette action » (Toupiictionnaire). Dans le domaine social, elle s'oppose ainsi à toutes les formes d'exclusion et concerne tous les domaines. Il s'agit d'un processus permettant une approche active de toutes et tous, à tous les aspects de la vie sociale. Dans ce sens, l'inclusion, « signifie que tout le monde est « normal » en droit, quel que soit l'écart à une pseudo-norme qui serait définie par une moyenne de performance dans une population. La norme, c'est-à-dire la frontière d'inclusion, est élargie à tous. Qu'on soit fille ou garçon, noir ou blanc, valide ou handicapé, sourd ou entendant, on fait partie de la norme, on fait partie de l'environnement ordinaire, on ne peut plus en être exclu » (Jean-Yves Le Capitaine).

L'inclusion est un projet de vie en commun en respectant et en s'appuyant sur la richesse de la diversité apportée par l'addition des singularités de chacune et chacun. Pas étonnant qu'une telle ambition puisse exaspérer Eric Zemmour, dont la réelle « obsession » est d'alimenter les peurs, exacerber les différences et revendiquer l'exclusion, si éloignées des valeurs exigeantes, généreuses et humanistes portée par le concept d'inclusion.

Pour en savoir davantage :

<https://centrehenriagueperse.com/2022/01/20/tou-te-s-sans-exception>



Les [Chiffres] à retenir : 5, 7, 38%, comment redonner du sens à la participation aux élections professionnelles, associatives, universitaires ?

« Tout au long de leur vie, les Françaises et les Français sont régulièrement appelés à participer à des élections dans divers espaces : à l'école, à l'université, au travail, dans leur association, au sein de leur mutuelle, dans leur copropriété... ». Pour le CESE, « ces temps de citoyenneté qui assurent un continuum démocratique et renforcent la culture de l'engagement citoyen.e » ont un caractère essentiel.

Or, tous les acteurs font le constat d'une baisse continue de la participation à ces rendez-vous démocratiques. 5 % de participation aux élections professionnelles dans les TPE, 7 % aux élections des CROUS, 38 % pour les CSE dans les entreprises...

Pour le Conseil, redonner du sens à l'acte de voter est le levier prioritaire pour renouer avec la participation quelle que soit l'élection. C'est pourquoi en s'appuyant sur près de 1500 contributions majoritairement recueillies auprès de membres d'organisations représentées au CESE, le rapport adopté par le Conseil en décembre 2021 formule 28 préconisations, qui ont « pour objectif de redonner du sens à ces élections, en les rendant plus visibles, en valorisant les élus et élues et en assurant la redevabilité vis-à-vis des électrices et électeurs ».



Le rapport du CESE : <https://www.lecese.fr/travaux-publies/renforcement-de-la-participation-aux-elections-des-instances-gouvernance-democratique>

Dans ce numéro

Inclusion	1
Participation	2
Jeunesse(s)	3
Histoire manipulée	4
Développement durable	5
Cinéma et politique	6
Médaille d'or	7
À voir, à lire, à écouter	8
À l'agenda	9

Recherche - Formation
Histoire sociale

CENTRE HENRI AIGUEPERSE

Du côté de la [Recherche] : jeunesse(s), plurielle(s) et oubliée(s) des politiques publiques

Reprenant la thèse de Patricia Loncle, Camille Peugny regrette que, malgré de nombreuses réformes menées au nom de l'avenir des "jeunes" la France n'ait aucune politique en direction de la jeunesse. Dans « *Pour une politique de la jeunesse* », il dénonce des dispositifs empilés s'adressant à telle ou telle catégorie, sans jamais être arrimés à une réflexion d'ensemble. Alors qu'il faudrait selon lui « *combler le fossé entre les jeunes, confrontés à une précarité grandissante, et les plus âgés, mieux protégés, et surtout, réduire les inégalités qui fracturent la jeunesse et, plus que jamais, menacent la cohésion sociale* ».

Cette diversité de la jeunesse, c'est également ce que montre l'enquête la récente étude « *Une jeunesse plurielle. Enquête auprès des 18-24 ans* » commanditée par l'Institut Montaigne ou le baromètre DJEPVA/INJEP sur la jeunesse.



Tous deux mettent en évidence que si la jeunesse va globalement bien, elle n'est en rien une catégorie homogène et que beaucoup de jeunes sont en difficulté, avec – la crise sanitaire y joue un grand rôle – un moral en forte baisse.

Pour en savoir plus : <https://centrehenriagueperse.com/2022/02/04/jeunesses/>

C'est notre [Histoire] : l'histoire de l'école "manipulée"

Le saviez-vous ?

En plus de ses ouvrages, Claude Lelièvre est également auteur de très nombreux billets sur ses blogs consacrés à l'école et à l'histoire : Histoire et politiques scolaires : <https://blogs.mediapart.fr/claude-lelievre/blog> et <https://blog.educpros.fr/claudelelievre/>



Sans méconnaître les limites des fondateurs de l'École républicaine, l'historien Claude Lelièvre, spécialiste des politiques scolaires, dénonce dans son nouvel ouvrage, toujours parfaitement étayé et documenté, une « *dérive réactionnaire* » qui est la négation même du projet éducatif républicain porté notamment par Jules Ferry et Ferdinand Buisson. Sa conclusion rappelle implacablement tout ce qui sépare la politique éducative actuelle et la leur : verticalité contre coopération, technicisation passive des enseignants contre liberté pédagogique et constructions entre pairs, retour à la pédagogie frontale et descendante. Claude Lelièvre souligne, une fois de plus, l'inanité de l'opposition entre « *républicains* » et « *pédagogues* », au rebours de la pensée de Buisson, Ferry et quelques autres qui n'ont jamais réduit les ambitions de l'école au « *lire, écrire, compter* ».

Pour en savoir plus : <https://centrehenriagueperse.com/2022/02/05/claude-lelievre-lecole-republicaine-ou-lhistoire-manipulee/>

Pour se [Former] : une éducation à l'environnement "durable"



Si, à partir des résultats de l'enquête Génération 2013, le CEREQ présente quelques données nouvelles qui montrent les liens entre le type et la durée des études, le milieu socio-économique, le lieu d'habitation et la question écologique, son étude montre surtout que l'Éducation est un facteur déterminant permettant la prise de conscience et l'action en faveur de la préservation de l'environnement. Ainsi, de nombreux travaux existants mettent en évidence que l'éducation permet également – dans la limite de quelques réserves – d'inscrire la préoccupation environnementale dans la durée, à la fois pour les enfants, pour leurs parents qu'elles et ils entraînent, pour les adultes qu'elles et ils deviendront.

Pour aller plus loin <https://centrehenriagueperse.com/2022/01/27/leffet-durable-de-leducation-sur-la-sensibilisation-a-lenvironnement/>

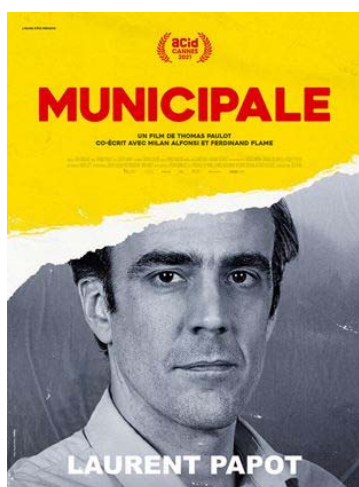
Un peu de [Culture(s)] : la politique fait son cinéma

Mettre en scène la politique ou "les politiques" n'est pas une nouveauté au cinéma, mais en cette période de campagne électorale, des films récents proposent une réflexion qui fait un pas (ou plusieurs) de côté par rapport aux traditionnels affrontements politiques.

C'est ainsi le cas du film inclassable de Thomas Paulot **Municipale** lorsqu'un comédien/candidat entraîne toute une ville dans une fiction politique.

C'est aussi vrai avec **Les promesses** de Thomas Krüthof dans lequel ambition et engagement se télescopent.

Ce sera encore pour le film de Sylvain Desclous à venir **La Campagne de France**, qui sortira le 23 février.



Chez nos [Voisins] et dans le [Monde] : pour une Éducation au changement climatique internationale



Alors que se déroulent les Jeux olympiques d'hiver 2022 à Beijing, en Chine, l'Internationale de l'Éducation s'est jointe à l'appel du mouvement syndical international en faveur des droits humains et syndicaux.

En effet, il s'agit pour « les syndicalistes et les militant·e·s des droits humains » d'appeler « la communauté mondiale à ne pas fermer les yeux sur les violations des droits de la personne dont se rend coupable le pays hôte » de ses Jeux Olympiques suivis par des millions de gens à travers le monde..

À l'échelle mondiale, une nouvelle étude de la Confédération syndicale internationale (CSI) intitulée « *Chine : une médaille d'or pour la répression* » montre que les agissements du Parti communiste chinois ont fait de Beijing une destination peu sûre et contestable pour les athlètes, les participant·e·s comme pour l'image des Jeux olympiques.

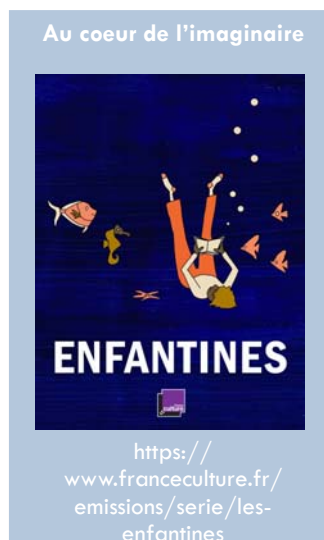
« Comment le Comité international olympique (CIO) et ses partenaires peuvent-ils avoir la certitude que les Jeux olympiques d'hiver ne contribueront pas à l'oppression et aux violations des droits humains et que les athlètes et leurs équipes, ainsi que les journalistes et les personnes qui y assistent, seront protégés dans un pays dirigé par un tel parti ».

La CSI

Pour aller plus loin :

<https://www.ei-ie.org/fr/item/26247:chine-les-jeux-olympiques-ne-doivent-pas-eclipser-le-combat-pour-les-droits-humains>

À [Voir], à [Lire], à [Écouter]



À noter dans [l'agenda]

Du 8 au 11 février 2022

Colloque IH2EF 2022 - Continuum sco-sup, ruptures et continuités : piloter les parcours de réussites des jeunes du lycée à l'Enseignement supérieur

« La réforme du baccalauréat, la transformation de la voie professionnelle, la loi relative à la liberté de choisir son avenir professionnel ou encore la loi relative à l'orientation et à la réussite des étudiants sont des réformes récentes qui entendent rompre avec le cloisonnement de l'appareil de formation initial afin de le rendre plus efficace et ainsi répondre aux objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés par la nation.

Toutefois, la difficulté dans la mise en œuvre de ces réformes tient, pour partie, dans le fait qu'elles se donnent à lire à travers des "mesures" [...], mesures qui ont tendance à focaliser l'attention et à occulter le caractère systémique de ces réformes toutes portées par une approche intégrée de l'orientation et de la formation, approche qui renvoie à la notion de parcours, omniprésente et symbolisée notamment dans le continuum Bac-3, Bac+3 ».

Futuroscope Poitiers

Du 23 au 25 février 2022

7e colloque du gEvaPP (Groupe d'évaluation des pratiques professionnelles) - Émancipation, institution, évaluation : un triptyque pour penser une évaluation émancipatrice ?

A partir du triptyque "émancipation, institution, évaluation", ce colloque nourrit l'ambition de contribuer à penser, à théoriser, à interroger la notion "d'évaluation émancipatrice" et réinterroge trois constats :

- celui d'une approche marxiste l'émancipation : il s'agira de s'appuyer sur une définition plus large et plus ouverte de l'émancipation envisagée certes comme un processus de lutte, mais aussi comme son déplacement vers une nouvelle affiliation ou reconnaissance plus proche de ses aspirations, voire « un gain en humanité » ;

- celui de l'émancipation envisagée dans un contexte militant (politique, syndical, associatif) : il s'agira de « la confronter à des contextes, professionnels et/ou scolaires, caractérisés par une structuration institutionnelle marquée par la professionnalisation-efficacité du travail et d'étudier ainsi les conditions influençant la compatibilité ou complémentarité entre le mouvement d'émancipation des personnes ou des collectifs et celui d'institutionnalisation » ;

- celui de l'association de l'évaluation à la certification et au contrôle : il s'agira de s'appuyer sur une approche de « l'évaluation des pratiques étant comprise au sens large comme une dialogique cherchant à saisir la réalité, à la rendre intelligible, et ce non seulement à des fins de contrôle mais aussi à des fins de développement ».

Université de Strasbourg

Temps "libre"

Le temps...

Celui qu'on a, celui qu'on prend, celui qui passe, celui qui manque, celui à qui « il faut donner du temps » (selon Cervantès)...

Et le temps libre ?

Celui qui n'est prescrit par rien, que l'on peut occuper (ou pas) à faire ce que l'on veut ou rien...

Il y a soixante ans, en 1962, Joffre Dumazedier sociologue, cofondateur du mouvement d'éducation populaire Peuple et Culture, ancien formateur puis résistant à l'École de cadres d'Uriage, publiait « Vers une civilisation du loisir ? », un questionnement en forme de revendication : penser un changement de société pour favoriser l'accroissement du temps libre.

Pourquoi théorisait-il ainsi la volonté de s'émanciper du (tout) travail ? Parce que pour lui, il s'agissait de permettre un développement culturel, des apprentissages, mais aussi une plus grande participation à la vie sociale, à un moment où l'émergence des médias de masse et de la publicité pouvait entraîner vers d'autres aliénations comme le met en lumière la même année Edgar Morin dans « L'Esprit du temps. Essai sur la culture de masse ».

Vingt ans plus tard, la gauche au pouvoir confiait à l'ancien secrétaire général de la FEN, André Henry, un ministère du temps libre beaucoup moqué et l'accompagnait d'une cinquième semaine de congés payés et de la reconduction à 39 heures de la semaine de travail.

Et aujourd'hui, qu'en est-il ?

Allongement ou nouvelle réduction du temps légal de travail ?

Plus de temps libéré avec le télétravail ou au contraire un empiètement sur le temps personnel ?

Profiter plus longtemps de sa retraite ou partir plus tard ?

Autant de questions qui font du temps - sans bruit - le sujet de bien des décisions à venir mais pour lesquelles est venu le temps de choisir.

<https://centrehenriaigueperse.com/2022/02/01/temps-libre/>



Le 9 de chaque mois, c'est
[Quoi de 9 ?]



Le Centre de Recherche, de Formation et
d'Histoire sociale de l'UNSA Éducation

Pour tout contact :

Denis Adam

Délégué général

Centre Henri Aigueperse

87bis, avenue Georges Gosnat

94200 Ivry-sur-Seine

Téléphone : 07 70 74 33 33

Courriel :

centrehenriaigueperse@unsa-education.org

Retrouvez-nous sur notre site :

<https://centrehenriaigueperse.com>